

IL ÉTAIT UNE FOIS...

FRANCE 1918 : LA DÉMOBILISATION DES FEMMES

Hiver 1918-1919, des centaines de milliers d'ouvrières sont virées. Pour laisser la place aux hommes survivants et, surtout, pour reconverter, à moindre coût, les usines à une économie de paix.

MESDAMES, IL EST TEMPS DE RENTRER AU FOYER!

La fin de la Première Guerre mondiale, quoique longtemps attendue en France, a ouvert une période de transition économique et sociale qui s'annonçait longue et difficile. La démobilisation militaire ne s'amorça pas avant l'automne 1919 et ne s'acheva qu'au printemps 1920. La démobilisation de la main-d'œuvre féminine travaillant dans les usines de guerre, en revanche, fut abrupte, voire brutale. Entre novembre 1918 et mars 1919, des centaines de milliers d'ouvrières – celles qui ont maintenu la vie économique à l'arrière pendant quatre années – furent jetées brusquement sur le pavé, la plupart sans la moindre compensation de départ. Dans un contexte économique très incertain, où les employeurs étaient plutôt pessimistes quant à la capacité de l'économie de paix à résorber toute la main-d'œuvre mobilisée pendant la guerre, la majorité de ces femmes allaient chômer pendant plusieurs mois avant de retrouver un em- »



« J'ai trimé pendant la guerre. Licenciée en janvier, c'est la grande misère. Je mange juste du pain avec mon enfant, attendant qu'on veuille bien me rendre mon mari. »

M^{me} MARTIN, en avril 1919

Usine Schneider du Creusot. Fabrication et vérification par les femmes de gânes d'outils explosifs.

IL ÉTAIT UNE FOIS... 1918-1919, LA DÉMOBILISATION DES FEMMES



Dès l'été 1914 et le début de la guerre, les femmes sont mises à contribution. Le président du conseil René Viviani les exhorte à remplacer les hommes aux champs pour finir la moisson.



» ploï. Comme leurs soutiens masculins crouppaient toujours dans les casernes, elles se retrouvent seules à subvenir aux besoins de leurs familles pendant les dix à douze mois exténuants qui suivirent l'armistice.

Leur situation fut empiérée par la tendance des journalistes à transformer la figure courageuse de la « munitionnette », célébrée auparavant pour son sacrifice patriotique dans la production des armes, en une figure égoïste qui refuse de renoncer à son poste quand la fin de la guerre se profile. Désormais, l'heure était au retour à la vie « normale », où la normalité fut définie par le rétablissement des divisions familiales (textile, vêtement) pour les femmes, la métallurgie et autres travaux de force pour les hommes. Mais les dirigeants français n'étaient plus convaincus de la bonne volonté des ouvrières, désormais soupçonnées d'être motivées uniquement par l'argent : « Elles ont pris l'habitude des travaux d'usine », estime le commissaire divisionnaire de la 6^e circonscription (Paris), quelques jours avant l'armistice. « Bien peu ont réalisé des économies, toutes ont contracté le goût de la dépense. Le retour aux anciennes mœurs et le reclassement de ces ouvrières seront extrêmement laborieux (et) il n'est point téméraire d'avancer que, dans ces milieux, l'impatience d'une paix rapide n'est pas aussi vive qu'on l'aurait pu croire naguère encore. »

En effet, la présumée « aptitude au gain » des ouvrières et la crainte de leur éventuel refus de revenir aux « anciennes mœurs » devinrent des lieux communs à partir des années 1918-1919 : « Elles se passent facilement de leurs maris et, aussitôt la guerre terminée, nombreux seront les divorces et les drames », prédit un autre commissaire de police, soucieux de l'impact de l'économie de guerre sur la hiérarchie hommes-femmes, pierre de touche de la famille et, par conséquent, de tout l'ordre social. « La femme qui a suppléé l'homme avantagement dans tous les emplois ne supportera plus ses réprimandes et ses conseils. » La reconfiguration soudaine de la « munitionnette » en femme assoiffée d'argent créa une atmosphère qui allait rendre encore plus brutale la démobilisation de cette main-d'œuvre, censée s'effacer devant la nécessité de restaurer l'ordre qui prévalait avant 1914.

Pourtant, l'entrée massive des femmes dans les industries de guerre après 1914 avait coïncidé avec une transformation profonde dans l'organisation technique du travail, afin de passer à la production des armes en masse par la mécanisation de nombreux processus dans le cadre d'une production en longues séries. Après quatre ans d'une guerre meurtrière qui a produit un déficit en hommes d'environ 10 %, les employeurs se montrèrent de plus en plus sensibles à la capacité présumée « innée » de la femme à ac-



IL ÉTAIT UNE FOIS...

complir plus vite les tâches délicates et/ou répétitives : « Partout où la force physique de la femme et ses caractéristiques physiologiques le permettront, il y aura avantage à substituer l'ouvrière à l'ouvrier et à réserver à ce dernier des besognes plus rudes », déclare le directeur de l'Arsenal de Puteaux (et futur directeur des pneus Michelin), Émile Hourst.

Au lieu de revenir à l'ordre industriel de l'avant-guerre, donc, les industries mécaniques, auparavant masculines, allaient finir par devenir mixtes, organisées selon une nouvelle division sexuée du travail, née de l'expérience de la guerre. Mais cela ne s'amorça pas avant 1920. Entre l'armistice et la reprise industrielle intervint le licenciement brutal des « munitionnettes », en 1918-1919, ce qui suscita une rupture avec les conditions de travail, et de salaire, qu'elles connurent durant la guerre. Pour la plupart des ouvrières, cette période de chômage impliquait dix, voire douze mois de misère, créant une situation propice à leur reclassement vers le bas lors de leur réembauche à partir de l'automne 1919.

En outre, les politiques qui président à la démobilisation féminine furent influencées par deux peurs sociales qui façonnèrent puissamment les discours et les pratiques des employeurs dans l'immédiat après-guerre. D'abord, la forte poussée nataliste à la suite d'une guerre funeste qui a détruit une bonne partie de la jeune génération masculine. Puis, le spectre du péril révolutionnaire qui hantait les dirigeants français. La première pouvait être résolue par la mise en place d'installations sociales susceptibles de concilier travail féminin et maternité – crèches et salles d'allaitement, infirmeries et surintendances d'usine. Mais la seconde

créa un fort sentiment de danger social renforcé par la montée des grèves sur le front intérieur à partir de 1917. Avec un quart de la France envahie, une situation économique catastrophique, le rationnement et la flambée des prix, les émeutes du pain se multiplièrent et la trêve de l'Union sacrée s'effondra. Ce sont les ouvrières qui déclenchèrent les premières grandes grèves à Paris, d'abord les 10 000 « midinettes » en avril-mai 1917, puis des dizaines de milliers de « munitionnettes » qui investirent les rues fin mai. Durant la première quinzaine de juin, la foule, quelque 42 000 grévistes, parcourut la ville en vastes cortèges criant : « À bas la guerre ! Nous voulons nos poilus ! » Au même moment, la vague révolutionnaire renversa des régimes à l'Est. Dans les deux cas, les foules révolutionnaires foisonnèrent de femmes qui demandaient du pain, des hausses de salaire, le retour de leurs maris du front, alimentant la conviction des dirigeants qu'il fallait redresser ce monde à l'envers qu'avait créé la mobilisation sociale de 1914-1918 par un retour aux « anciennes mœurs » de l'avant-guerre.

Dans ce contexte, les dirigeants français craignaient avant tout de voir grossir les flots de réfugiés, de chômeurs et d'anciens combattants qui remplissaient les rues pendant ce premier hiver de temps de paix : « On ne peut licencier 500 000 femmes, le plus souvent dépourvues de toute ressource, sans courir le risque de dangereuses perturbations », prévit le journaliste Léon Aben-»

La guerre dure et, au travail des champs, s'ajoute le besoin de trouver des bras pour assurer tous les métiers. On crée des pouponnières, car si les maris servent la France en mourant, les femmes, alors glorifiées, doivent la servir en travaillant.



